

die Prüfung der Frage beschränken, ob das Militärgericht nach der Darstellung der *Anklage* oder des *Untersuchungsrichters* im Militärstrafprozess über die Zeit des Vergehens zuständig sei, da diese Darstellung nur für das Militärstrafverfahren, nicht auch für den bürgerlichen Prozess gilt. Vielmehr hat das Bundesgericht die für die Kompetenz massgebenden Tatsachen selbständig festzustellen, um einen für beide Gerichtsbarkeiten gültigen Entscheid treffen zu können. Immerhin soll der heutige, auf Grund der Untersuchungsakten gefällte Entscheid nicht unter allen Umständen unabänderlich sein. Wenn sich in der Hauptverhandlung vor dem Divisionsgericht neue Tatsachen ergeben sollten, die zu ernsthaften Zweifeln führen, ob der 4. und 5. April 1942 als Begehungszeit anzusehen seien, so sind die Akten vom Divisionsgericht wieder dem Bundesgericht zu neuem Entscheid über die Zuständigkeitsfrage zu unterbreiten*.

Demnach erkennt das Bundesgericht :

Die Beschwerde wird abgewiesen.

* Dieser Fall ist eingetreten. Das Divisionsgericht hat die Akten dem Bundesgericht zu neuem Entscheid unterbreitet, weil sich aus den Aussagen der an der Hauptverhandlung einvernommenen Zeugen einwandfrei ergebe, dass Ostern 1942 (4./5. April) als Begehungszeit der inkriminierten Delikte nicht in Frage komme.

Das Bundesgericht hat durch Urteil vom 7. Mai 1945 den Entscheid vom 29. Januar aufgehoben, die Kompetenzkonfliktsbeschwerde gutgeheissen und festgestellt, dass der bürgerliche Richter zuständig ist zur Beurteilung der dem Rekurrenten in der Anklageschrift zur Last gelegten Vergehen. Dieses Urteil beruht auf der Annahme, dass der Rekurrent die Vergehen wahrscheinlich im Jahre 1941 und zwar nicht während einesurlaubes, sondern nach der Entlassung aus dem Dienst, in Zivilkleidern begangen habe. Übrigens ist, so wird ausgeführt, die Zuständigkeit

der bürgerlichen Gerichte selbst dann gegeben, « wenn auch nur mit dieser Möglichkeit ernsthaft zu rechnen ist und eine nähere Abklärung der Verhältnisse nicht mehr erfolgen kann; denn in diesem Falle ist der Beweis für jene Tatsache, die den Angeschuldigten ausnahmsweise der militärischen Gerichtsbarkeit unterstellt hätte, nicht erbracht ».

VII. ORGANISATION DER BUNDESRECHTSPFLEGE

ORGANISATION JUDICIAIRE FÉDÉRALE

7. Extrait de l'arrêt du 12 février 1945 dans la cause Schmidhauser contre Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment et Office cantonal de conciliation de Genève.

1. On ne peut renoncer valablement par avance au recours de droit public pour violation de l'art. 4 Const. féd.
2. Constitue une « décision cantonale » dans le sens de l'art. 178 OJ anc. celle qui est rendue par un organe institué par un arrêté cantonal de portée générale pour trancher des conflits tels que celui qui a abouti à la décision attaquée, et quand bien même cet organe n'a pu se saisir du différend qu'en vertu d'un accord préalable des parties.

1. Man kann nicht zum voraus wirksam auf die staatsrechtliche Beschwerde wegen Verletzung des Art. 4 BV verzichten.
2. Unter den Begriff der kantonalen Verfügung im Sinne des Art. 178 aOG fällt der Entscheid einer Behörde, die durch einen allgemein verbindlichen kantonalen Erlass zur Beurteilung gewisser Streitigkeiten eingesetzt worden ist, und zwar auch dann, wenn die Behörde nur auf Grund einer vorausgehenden Vereinbarung der Parteien zum Entscheid hierüber zuständig war.

1. La rinuncia preventiva all'impugnazione mediante ricorso di diritto pubblico per violazione dell'art. 4 CF non è valida.
2. La decisione prolatata da un organo istituito da un decreto cantonale di portata generale per definire determinate vertenze costituisce una decisione cantonale nel senso dell'art. 178 OGF abr., e ciò anche allorquando l'autorità giudicante sia competente solo avuto riguardo ad un precedente accordo fra le parti.

Résumé des faits :

Le 28 janvier 1943, la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment (FOBB), à laquelle sont affiliés la plupart

des ouvriers de Schmidhauser, a requis l'intervention de l'Office cantonal de conciliation de Genève, en prétendant que Schmidhauser ne respectait pas certaines décisions prises par la Commission paritaire du bâtiment. Par une première décision l'Office a infligé à Schmidhauser une amende pour violation du contrat collectif et l'a invité à fournir toutes indications utiles pour lui permettre de se prononcer sur les sommes dues par lui à ses ouvriers pour certains travaux spéciaux (coups de mine). Les ouvriers intéressés ont alors donné procuration au président de la Section FOBB pour en réclamer le paiement. A la suite d'une expertise, l'Office de conciliation, par décision du 31 janvier 1944, a condamné Schmidhauser à payer à vingt ouvriers les sommes fixées par l'expert et, d'autre part, infligé à chacun de ces ouvriers des amendes pour violation du contrat collectif.

Contre cette décision, Schmidhauser a interjeté auprès du Tribunal fédéral un recours de droit public pour violation des art. 4 et 31 Const. féd.

Le recours a été déclaré recevable mais mal fondé.

Extrait des motifs :

L'art. 1^{er} de l'arrêté du Conseil d'Etat du Canton de Genève, du 11 octobre 1918, modifié par les arrêtés des 6 décembre 1919 et 11 mars 1936, « instituant un Office cantonal de conciliation », dispose ce qui suit : « Sous le nom de « Office cantonal de conciliation », il est créé un organe officiel chargé : « 1. De prévenir et concilier, dans la mesure du possible, les différends d'ordre collectif qui pourraient s'élever, soit entre un employeur et ses ouvriers, soit entre plusieurs employeurs ou associations patronales et les ouvriers ou associations ouvrières d'une même profession sur les conditions de travail, ainsi que sur l'interprétation et l'exécution de contrats collectifs ou de contrats-types. — 2. De provoquer la conclusion de contrats collectifs entre intéressés (art. 322 CO). — 3. De rédiger des contrats-types (art. 324 CO). — 4. De trancher éventuellement les différends d'ordre collectif par une

sentence arbitrale. » Aux termes de l'art. 14, « les parties peuvent, par décision spéciale, charger l'Office de trancher leur différend par une sentence arbitrale » et dans ce cas « la sentence arbitrale de l'Office... sera assimilée à un jugement rendu par les tribunaux de droit commun ; elle est prononcée en dernier appel ».

A s'en tenir à la terminologie de l'arrêté, le recours devrait être rejeté préjudiciellement, car il est de jurisprudence constante que les sentences arbitrales ne sont pas susceptibles d'être attaquées par la voie du recours de droit public (RO 6 p. 323 et 388 ; 12 p. 150 ; 31 I 112 ; 32 I 46 ; 34 I 323 ; 67 I 34). Il suffit toutefois de se reporter à ces décisions pour constater que cette jurisprudence ne saurait s'appliquer en l'espèce. En effet, si l'on a jugé que le recours de droit public est irrecevable contre une sentence arbitrale, ce n'est ni parce que les parties qui s'en remettent au jugement d'un arbitre ou d'un tribunal arbitral ne mériteraient pas la même protection que celles qui se soumettent à la juridiction ordinaire, ni parce que le recours de droit public étant destiné à protéger le citoyen contre les abus de la puissance publique, il n'aurait de raison d'être que là où le citoyen serait contraint de subir malgré lui les effets de cette puissance, mais uniquement par le motif qu'une sentence rendue par un ou des particuliers, même s'ils sont choisis parmi des magistrats ou des fonctionnaires de l'ordre judiciaire, ne remplit pas les conditions prévues par l'art. 178 ch. 1 OJ, autrement dit ne constitue pas une « décision cantonale » dans le sens de cette disposition. En effet, comme on l'a déjà relevé dans le dernier des arrêts précités, par « décision cantonale » il faut entendre uniquement celle qui a été rendue par une autorité cantonale en vertu du pouvoir public qui lui appartient et dont cette décision est en quelque sorte l'expression. C'est ainsi qu'une sentence rendue en vertu d'une convention de prorogation de for a été considérée comme susceptible de faire l'objet d'un recours de droit public lorsqu'elle émane d'une autorité à laquelle la loi confère en pareil cas le pouvoir

de statuer (cf. arrêt non publié dans la cause « les Entilles », du 12 novembre 1921). Or, en l'espèce, il n'est pas douteux que la décision attaquée ne doive être qualifiée de décision cantonale dans le sens de l'art. 178 OJ. Certes il a fallu, d'après l'art. 14 de l'arrêté du 11 octobre 1918, un accord préalable des parties pour faire trancher le différend par l'Office de conciliation, mais cela ne modifie en rien le caractère de la décision, qui a été rendue non pas par des personnes privées et librement choisies par les parties, mais par un organe institué par un arrêté de portée générale et, qui plus est, précisément chargé de trancher des conflits de la nature de celui dont il s'agissait en l'espèce.

C'est vainement qu'on arguerait de la jurisprudence relative au recours en réforme pour prétendre qu'en convenant de porter le litige devant l'Office de conciliation, au lieu de s'adresser à la juridiction ordinaire, les parties auraient implicitement renoncé à user de la voie du recours de droit public (cf. RO 64 II 230 ; 65 II 37), car s'il est possible de renoncer valablement d'avance à recourir en réforme au Tribunal fédéral, il n'en est pas de même du recours de droit public pour violation de l'art. 4 Const. féd. C'est là en effet une matière qui touche à l'ordre public et qui ne saurait se prêter à des arrangements entre parties. Le recours est donc recevable.

8. Urteil vom 12. Februar 1945 i. S. Huser gegen Amtlicher Wohnungsnachweis des Kantons Basel-Stadt.

BV Art. 45, OG Art. 86 Abs. 2 : Wird die Niederlassung gestützt auf den BRB vom 15. Oktober 1941 wegen Wohnungsnot verweigert, so ist die staatsrechtliche Beschwerde erst nach Erschöpfung der kantonalen Instanzen zulässig.

Art. 45 CF, 86 al. 2 OJ : Lorsque l'établissement est refusé en vertu de l'ACF du 15 octobre 1941 (pénurie des logements), le recours de droit public n'est recevable qu'après épuisement des instances cantonales.

Art. 45 CF, 86 cp. 2 OGF : Quando il domicilio sia rifiutato in base al DCF 15 ottobre 1941 concernente la penuria degli alloggi, il ricorso di diritto pubblico è ammissibile solo contro la decisione cantonale emanata in ultima istanza.

Der Beschwerdeführer zog im Jahre 1944 von Binningen nach Basel und kam dort um Bewilligung der Niederlassung ein. Mit Verfügung vom 22. August 1944 wies jedoch der amtliche Wohnungsnachweis Basel-Stadt sein Gesuch wegen der herrschenden Wohnungsnot ab. Am 15. Dezember erneuerte der Beschwerdeführer sein Gesuch beim Regierungsrat. Dieser überwies es dem amtlichen Wohnungsnachweis, welcher dem Beschwerdeführer am 25. Januar 1945 mitteilte, er könne darauf nicht eintreten, da darin keine neuen Tatsachen geltend gemacht würden, die eine Änderung des am 22. August 1944 ergangenen Entscheids rechtfertigen könnten.

Hierüber beschwert sich Huser beim Bundesgericht in einer Eingabe vom 30. Januar 1945 unter Berufung auf die Niederlassungsfreiheit.

Das Bundesgericht zieht in Erwägung :

Dem Beschwerdeführer wird die Niederlassung in Basel auf Grund der Art. 19 und 20 des Bundesratsbeschlusses vom 15. Oktober 1941 über Massnahmen gegen die Wohnungsnot verweigert. Die gestützt auf diesen Erlass von den kantonalen Behörden gefällten Entscheide sind endgültig ; eine Weiterziehung an eine Bundesbehörde findet nicht statt (Art. 3 BRB). Das Bundesgericht hat angenommen, diese Vorschrift beziehe sich nicht auf den staatsrechtlichen Rekurs wegen Verfassungsverletzung (BGE 68 I 132) ; es hat aber verlangt, dass vor dessen Ergreifung die kantonalen Instanzen zu erschöpfen seien (nicht veröffentlichte Entscheide vom 18. September 1942 i. S. Klauenbösch und vom 25. Oktober 1943 i. S. Küpfer). An dieser Praxis ist festzuhalten. Wenn schon gegen ausdrücklich als endgültig bezeichnete, an keine Bundesbehörde weiterziehbare Entscheide der staatsrechtliche Rekurs wegen Verfassungsverletzung gewährt wird, so rechtfertigt es sich jedenfalls, dieses ausserordentliche Rechtsmittel nur zuzulassen gegenüber Entscheiden, die auch an keine kantonale Behörde mehr weitergezogen werden können. Nach Art. 22 des BRB bleibt nun gegen-